

“Zones grises” : la menace

La version complète de cette étude, illustrée de cartes, a été publiée dans la revue "Le Débat " de janvier-février 1992; éditions Gallimard, 5, rue Sébastien-Bottin, Paris 7ème.

Xavier Raufer

Comme souvent dans les affaires graves, tout a commencé modestement, au cours de la décennie écoulée, par des articles dispersés dans les rubriques des journaux. Des drogues nouvelles, comme le crack, faisaient leur apparition en Amérique du Nord. En Europe, les saisies de narcotiques classiques comme la cocaïne passaient, mais dans une sorte d'indifférence., (du registre du kilo à celui de la tonne. Ailleurs, des échos étouffés nous parvenaient (les massacres perpétrés par des guérillas exotiques, aux noms étranges, comme le “Sentier lumineux”... Au même moment, des destinations disparaissaient furtivement des catalogues touristiques: Haut-Nil et Soudan, une bonne partie de la cordillère des Andes, le Cachemire, le Penjab, Ceylan.

Puis est survenu l'effondrement du bloc de l'Est, qui a facilité - en Europe tout du moins - la perception (le menaces nouvelles. Les dirigeants du vieux continent ont alors commencé, à entrevoir que les symptômes dispersés évoqués ci-dessus relevaient d'un mal commun, d'une gravité, sans précédent. Car sur d'immenses territoires, en Asie centrale (Afghanistan, nord-ouest du Pakistan, Républiques musulmanes "soviétiques", Cachemire, Xinjiang chinois) et en Amérique latine (Colombie, Equateur, Bolivie, Pérou), le pouvoir réel a changé de mains. Il est désormais exercé, par les puissances nouvelles mi-politiques, mi-criminelles, produit de la fusion progressive, ces dix dernières années, entre de richissimes cartels de producteurs de narcotiques (héroïne en Asie; cocaïne en Amérique du Sud) et des guérillas idéologiquement démobilisées par la fin du jihad contre les Soviétiques en Afghanistan et la faillite du mythe castriste en Amérique latine.

Pratiquant la guérilla aussi bien que la corruption, ces coalitions militaro-criminelles sont capables de frapper de loin - elles frappent déjà - les pays développés, par le terrorisme et par la drogue. Ce contrôle sans partage, par ces hybrides narco-terroristes de véritables sanctuaires - les “zones grises”¹ qui peuvent s'étendre demain à d'autres pays, à d'autres continents, représente sans doute la menace la plus grave de la décennie qui vient pour les pays occidentaux.

Les nouvelles "terres inconnues"

Cette menace -qui ne se circonscrit pas à quelques vallées perdues des Andes ou de l'Himalaya- trouve sa source dans un processus en cours dans une grande partie du Tiers monde : la décomposition de l'Etat-nation à l'occidentale. Un livre français récent² fait de ce phénomène une description saisissante. Aujourd'hui, dit son auteur, les terrae incognitae des atlas des siècles passés, explorées entre la fin du XIV et le début du XV siècle -Soudan, Ethiopie, Andes, Sahara, régions péri-himalayennes, Asie centrale-, s'écartent du monde moderne,

¹ Cette expression, qui trouve son origine dans le vocabulaire du contrôle aéronautique, fait référence aux secteurs non couverts par le balayage des radars. Dans le cas présent elle désigne des territoires échappant à tout contrôle étatique, où sévissent une ou plusieurs formes de criminalité organisée, aux confins du “politique” (guérillas) et du “droit commun” (trafiquants). Dans ces zones, les nouvelles puissances mi-criminelles-mi-guerrières ont acquis progressivement des comportements de type étatique : création et entretien de forces armées, politique de communication sophistiquée, négociation d'égal à égal avec des gouvernements

² Jean-Christophe Rufin, "L'Empire et les nouveaux barbares", Paris, Jean-Claude Lattès, 1991.

actif, et redeviennent opaques, voire inaccessibles. Résultat : alors que les médias (les années soixante célébraient l'avènement d'un monde fini, on constate depuis quelques années un retour de facto des taches blanches des vieilles cartes de géographie.

Dans ces régions, depuis la fin des années quatre-vingts, c'est le "modèle", de la guerre civile libanaise prolongée qui s'impose : absence (le tout contrôle international reconnu, fermeture, décomposition anarchique, contrôle par des guérillas - désormais féroce ment xénophobes et, enfin, terrorisme³. Ces régions fermées disposent de bases avancées dans les bidonvilles des mégapoles (lu tiers monde - Lima, Callao, Bogota en Amérique latine, Karachi en Asie où aucune force de maintien de l'ordre qui pénètre plus depuis longtemps. Dans ces zones chaotiques rurales ou urbaines, les nouveaux maîtres pratiquent localement une économie prédatrice - racket, enlèvements, attaques (le convois, pillage des ports et aéroports - et "exportent" la drogue et le terrorisme.

Caractéristiques précises de ces " zones grises"

1. Les anciens alliés de la guerre froide s retournent contre leurs ex-amis :

- au Pérou, le Sentier lumineux - dont nous reparlerons plus loin - multiplie les attentats contre les cibles soviétiques ou communistes chinoises (ambassades, équipages des flottes de pêche en escale dans le pays, bureaux des sociétés d'import-export, etc.);

- les moudjahidin afghans tiennent publiquement des propos de plus en plus hostiles aux Américains.

2. Le travail des organisations charitables et humanitaires y est désormais impossible, ce qui signale l'entrée de ces pays - le Libéria, le Pérou, par exemple - dans un chaos total.

Dans ce dernier pays, le Sentier lumineux pratique, une politique systématique de la terre brûlée : exécutions sommaires de cadres, massacres de masses, destructions d'entreprises industrielles ou agricoles. Des techniciens américains, hollandais, français - et, récemment, japonais - sont assassinés pour interdire l'exécution des contrats de coopération. En Afghanistan, les organismes charitables sont désormais systématiquement la cible des guérilleros islamistes. Depuis le début de l'année, ces associations (dont la Croix Rouge) ont vu cinq de leurs employés afghans assassinés et plusieurs de leurs officiels détenus plusieurs mois parfois - ou même carrément kidnappés. Sans oublier les vols de véhicules. Résultat : l'assistance médicale et humanitaire a virtuellement cessé dans plusieurs provinces afghanes, dont celles de Zaboul, Khandahar et Zangar⁴.

3. Plus grave encore, si possible : non contents de vendre massivement de la drogue et de nourrir une haine brûlante contre tout ce qui est occidental, ces nouveaux pouvoirs commencent même à provoquer des désastres écologiques ou épidémiologiques :

- Les voies d'eau de la cordillère andine commencent à souffrir d'une pollution particulièrement grave - celle provoquée par le raffinage de la cocaïne. L'an dernier, par exemple, cette industrie a utilisé ±23000 tonnes de sulfate de calcium, 10 000 tonnes de chaux, 1000 tonnes d'éther et d'acétone, 800 tonnes d'acide sulfurique, 300

³ Plus la drogue : malgré les "campagnes d'éradication" publicitaires de l'armée syrienne, il y a encore 12 000 ha plantés en cannabis au Liban, et 1800 ha en pavot.

⁴ Entre juillet et octobre 1991 un vétérinaire américain, le Dr William Lewis a été détenu par des chi'ites pro-iraniens du "Nahazat alIslami". L'un de ses collègues est toujours captif de ce même groupe, dans la province de Ghazni.

tonnes de kérosène et 50 tonnes d'acide chlorhydrique; le tout rejeté, après usage, et sans précaution aucune, dans les cours d'eau et lacs les plus proches des laboratoires.

- En janvier 1991, une sévère épidémie de choléra a éclaté dans les provinces péruviennes situées sur la cordillère andine. Les services sanitaires de l'Etat n'ont pu y intervenir car le Sentier lumineux qualifiait d'"espions" les médecins et les infirmiers envoyés pour combattre la maladie. Résultat : celle-ci a déjà causé près de 1300 morts dans le pays. De là, le choléra s'est répandu au Brésil, sur le cours supérieur de l'Amazone, en suivant les routes de la drogue. Puis l'épidémie a fini par atteindre l'Amérique centrale : au Mexique, atteint en juin, le premier foyer se trouvait à proximité d'un aéroport clandestin utilisé pour des livraisons de cocaïne colombienne et péruvienne.

Les Etats qui survivent à la périphérie des "zones grises"⁵ ont tous en commun une large criminalisation de la vie sociale, une misère péri-urbaine dramatique favorisant les épidémies (choléra, sida). Dans les campagnes, les paysans pauvres y ont le choix d'accepter de planter le pavot, la coca ou de venir grossir la plèbe des bidonvilles. Ceux qui, en Amérique latine, cultivaient le café ont vu les prix de cette matière première divisés par deux sur les marchés mondiaux entre 1989 et 1991. Résultat : au cours actuel, le planteur colombien travaille à perte. Accepte-t-il, en revanche, de cultiver de la coca et son revenu est immédiatement multiplié par vingt parfois même par trente

Autre problème grave: la corruption.

Dans les Etats jouxtant les "zones grises", les narco-trafiquants jouent massivement, en effet, sur la volonté d'enrichissement rapide des administrations et des gouvernements. Le cas du Mexique, seule voie d'accès terrestre aux Etats-Unis et, à ce titre, précieuse pour les trafiquants, est éclairant. Dans ce pays, les diverses instances de renseignement et de répression civiles et militaires, Direction fédérale de la Sécurité, Police judiciaire fédérale, Division d'enquête pour la prévention de la délinquance, ministère de la Défense, même, - ont toutes été convaincues, dans un passé récent, de corruption. Des hauts dirigeants de ces services touchaient des pots-de-vin (des généraux fermant les yeux sur les plantations de marijuana ont, en 1984, reçu dix millions de dollars du cartel de Guadalajara) et assuraient, en outre, la protection des "narcos"; ils participaient même au capital et aux investissements des sociétés illégales assurant la production et l'exportation de la drogue ! Un "Etat socialiste" comme Cuba n'a pas été épargné par ce processus de corruption généralisé : le 13 juillet 1989, le général de division Arnaldo Ochoa était fusillé avec trois autres officiers cubains pour "trafic de drogue". Une opération destinée à couvrir toute une série d'opérations triangulaires entre le régime cubain, le cartel de Medellín et les guérillas révolutionnaires d'Amérique du Sud, dans lesquelles l'aviation militaire, les gardes-frontières et les services de l'immigration de Cuba étaient "mouillés". Stade final de situations de ce type : des contre-pouvoirs clandestins, de type terroriste ou mafieux, largement implantés dans les administrations et le pouvoir politique.

Conséquence : les pays subissant l'importation massive de stupéfiants sur leur territoire connaissent d'énormes difficultés pour recueillir des renseignements sur les trafics issus des "zones grises" et à y organiser la riposte. Car on sait fort peu de choses sur ce qui se passe sur ces nouvelles terres inconnues, même dans des domaines cruciaux comme celui de la production de drogue. En Bolivie, par exemple, second producteur de coca d'Amérique latine, l'estimation des surfaces plantées varie, selon les sources américaines et boliviennes, entre 40 et 100 000 hectares; pour la totalité de la "zone grise" latino-américaine, l'estimation des cultures de coca va de

⁵ La plupart des pays d'Amérique centrale et du Sud désormais et, en Asie, les Républiques musulmanes soviétiques, le Pakistan, Sri Lanka, le Bangladesh, la Birmanie, la Thaïlande, des secteurs entiers de l'Indochine et des provinces du sud de la Chine.

155 à 315 000 hectares; la récolte des feuilles de coca oscille entre 260 et 530 000 tonnes. Combien de cocaïne exporte la Colombie ? Entre 750 et 1700 tonnes par an. Combien en importent les Etats-Unis ? Entre 450 et 1200 tonnes. Bref : on ne sait virtuellement rien avec certitude. Sauf ceci: selon Le "Monde diplomatique" (octobre 1991), dans la région de San-Martin, l'une des principales zones productrices de coca du Pérou, les aires de cultures alternatives (maïs, riz, cacao) ont diminué de 93 % entre 88 (101000 hectares) et 90 (6 730 hectares).

Agir, dans ces conditions ? C'est devoir, le plus souvent, frapper à l'aveuglette en s'appuyant sur des autorités locales largement corrompues. A la décharge de celles-ci, d'ailleurs, la sinistre "équation des deux métaux" que leur soumettent les trafiquants : plata o plomo, "de l'argent ou du plomb"... Résultat: en octobre 1991, dans la province pakistanaise du Baloutchistan, non loin de la frontière afghane, en pleine "zone grise" d'Asie centrale, une cargaison de 3,3 tonnes d'héroïne pure et de 39 tonnes de haschisch est saisie par l'armée des frontières après une bataille de deux jours à l'arme lourde. Une précédente affaire, en novembre 1990, impliquait un puissant clan régional: la totalité de la brigade des stupéfiants de Quetta, la capitale provinciale, s'était alors empressée de prendre un trimestre de congé spécial... Le même mois, au Pérou, l'administration américaine chargée de la lutte contre la drogue, la D.E.A., effectue un raid de grande envergure contre un fief des barons de la cocaïne : échec. Les "stups" américains apprendront peu après qu'avant le raid, les narco-trafiquants ont eu une instructive réunion de travail avec des officiers supérieurs de l'armée péruvienne, généreusement rétribués pour leur "protection"...

La reconversion des guérillas

Mais l'armée n'est pas seule à prêter aide et assistance aux narco-trafiquants de la "zone grise" latino-américaine : depuis la disparition du "Batallón de las Americas", structure de coordination créée par les Cubains au milieu de la décennie précédente, des guérilleros démobilisés sont venus, par milliers, prêter main-forte aux "narcos". Car partout sur le continent, la fin des années quatre-vingts a donné le signal de la débandade : en Colombie, le mouvement révolutionnaire du 19 Avril, M 19, le Parti révolutionnaire des travailleurs (trotskiste), l'Armée populaire de libération (maoïste) sortent de la lutte armée⁶. En Equateur, au Chili, vivent quelques groupes dont les actions sont le plus souvent symboliques. Les guérillas actives se comptent désormais sur les doigts d'une main : en Colombie, les Forces armées révolutionnaires colombiennes (F.A.R.C.); l'Armée de libération nationale (F.L.N.), castriste. Au Pérou, le "Parti communiste du Pérou dans la voie lumineuse de Mariategui", plus connu sous son nom abrégé de " Sentier lumineux", et le mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (M.R.T.A.). Si l'E.L.N. et le M.R.T.A. continuent à avoir une activité essentiellement politique, les F.A.R.C. d'abord et surtout, ensuite, le Sentier lumineux ont suivi une voie différente. Désormais, ce dernier mouvement est devenu l'élément "militaire" d'une extraordinaire symbiose où l'on trouve, à ses côtés, les cultivateurs de

⁶ Le mouvement révolutionnaire du 19 Avril (M 19) est retourné à la légalité en mars 1990 et s'est transformé en parti de la gauche démocratique; il a remporté 27 sièges (±113) à l'assemblée constituante élue le 9 décembre 1990. L'armée populaire de libération (E.P.L., maoïste) a signé un traité de démobilisation le 15 février 1991 et s'est constituée en un mouvement politique Espoir, paix et liberté (M. P. -E. P. L.). Le Parti révolutionnaire des travailleurs (P. R.T., trotskiste) songe à, en faire autant. Au sein de la "Coordination nationale de la guérilla Simon Bolivar" (les "dinosaurés de la guérilla", comme on dit localement), les forces armées révolutionnaires colombiennes (F.A. R. C., communistes) et l'Armée de libération nationale (E.L.N., castriste) continuent la lutte armée tout en négociant avec le gouvernement colombien. L'E.L.N., toujours dirigée par le prêtre espagnol Manuel Perez, s'est spécialisée dans le terrorisme écologique et s'en prend surtout aux installations et aux techniciens du pétrole (attentats, assassinats, enlèvements contre rançon). Homicides en Colombie : 1975 : ± 5 800; 1980 : ±9 200; 1985 : ±12 000; 1990 : ±24 000. Sur l'ensemble du problème, Cf. Alain Labrousse, "La drogue, l'argent les armes", Paris, Fayard 1991.

coca et les cartels (production et vente en gros de la cocaïne). Ce rapprochement guérillas et narco-trafiquants, les autorités latino-américaines ont commencé à s'en douter dès novembre 1985, au moment du raid meurtrier du M 19 sur le palais de justice de Bogota. Là, les guérilleros avaient détruit en priorité tous les dossiers de la justice colombienne concernant... les trafiquants de drogue. Peu après, les guérillas ont commencé par organiser la "protection" des cultivateurs de marijuana et de coca; de là, elles ont accepté d'assurer la sécurité des aéroports et des laboratoires des trafiquants, moyennant paiement de l'"impôt révolutionnaire" C'est ainsi qu'au Pérou, dans la vallée du Haut-Huallaga - sous le contrôle presque exclusif du Sentier lumineux qui y assure la garde de près de 170 aéroports clandestins - 200 000 paysans produisent de quoi fournir en cocaïne la moitié du marché américain.⁷

Mais les trafiquants, pas idéologues pour un sou, ne se bornent pas à coopérer avec les mouvements révolutionnaires. Dans d'autres zones de Colombie, de l'Equateur, du Pérou, ils ont noué des relations aussi fructueuses avec des milices d'autodéfense créées dans les années soixante pour combattre les "rouges". D'abord au service de grands propriétaires terriens, ces armées privées comptent au total, dans la seule Colombie, plus de 100 000 hommes bien équipés. Surnommés les "Sicaires", ces miliciens forment désormais la garde prétorienne des grands trafiquants, organisés en "groupements d'intérêt économique" de la drogue : les cartels.

Colombiennes d'origine, ces sociétés criminelles se sont formées au début des années soixante-dix autour de la production et de l'exportation vers les Etats-Unis de la marijuana. Rapidement, elles ont découvert un filon beaucoup plus rentable: la cocaïne. Si le cartel le plus célèbre est celui de Medellin, ceux de Cali, de Baranquilla, de Llanos, de Guajira, plus discrets mais non moins puissants, jouent un rôle au moins aussi important dans la production de la cocaïne - de 800 à 1700 tonnes par an, selon les sources - et de son exportation vers l'Amérique du Nord. La puissance financière de ces cartels est énorme : chaque année, huit milliards de dollars au minimum entrent dans leur escarcelle; les pessimistes parlent du double. Depuis le début de la guerre déclenchée contre eux, à l'automne 1988, par les Etats-unis, les cartels ont réagi en se diversifiant et se sont désormais dispersés dans tout le continent :

- Bolivie, Equateur, Pérou : laboratoires.

- Brésil: l'État de Rondonia, capitale PortoVelho, proche de la Bolivie - 1350 km de frontières communes -, est maintenant le carrefour stratégique du trafic de la cocaïne en Amérique latine. Motif : l'absence totale de couverture radar de son territoire où les petits avions venus de Bolivie ou du Pérou se posent sans encombre. Le trafic y a pris une telle ampleur qu'on y parle désormais du "cartel de Rondonia". Le Brésil est aussi un gros producteur des produits chimiques nécessaires au raffinage de la feuille de coca.

- Uruguay, Paraguay et Argentine, pour le blanchiment de l'argent. Dans ce dernier pays, l'entourage même du président Carlos Menem est gravement compromis.

- Venezuela, Panama, Costa Rica, Guatemala, Surinam: bases d'exportation. Sans oublier Cuba où, de l'aveu même des autorités, une partie au moins de l'étatmajor avait noué au début de la décennie quatre-vingts des liens aussi anti-impérialistes que fructueux avec le cartel de Medellin. Ni le Mexique, dernière étape avant l'énorme marché américain : près de 18 milliards de dollars l'an passé.

⁷ Selon des données récentes, il y aurait ± 1000 guérilleros du S.L. dans la vallée de Huallaga. Agissant en "protecteurs des paysans", ils fixent le prix de la feuille de coca et taxent lourdement trafiquants et intermédiaires. Les contrevenants sont parfois brûlés vifs ou ont les yeux arrachés. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Fujimori (août 1990), la guerre civile au Pérou a fait 3 000 morts. Selon la société Business Risk international (sept. 1991), le Pérou est en tête du hit-parade mondial de l'insécurité avant le Salvador, l'Inde, la Turquie et la Colombie. Sur 5 attentats commis au monde depuis 3 ans, un l'est au Pérou.

Le développement du narco-terrorisme

Au-delà de la diversification, le cartel le plus voyant, celui de Medellin, se considérant comme attaqué par le pouvoir fédéral américain et les gouvernements locaux, a riposté sur un terrain qui lui était familier: celui de la violence. Pour perfectionner l'entraînement de ses miliciens, il a débauché à prix d'or (100 000 dollars par mois) d'anciens commandos israéliens et britanniques et acheté, littéralement à n'importe quel prix, des armes sophistiquées : roquettes antiaériennes, obus antiblindage, explosifs indétectables, détonateurs électroniques. Le gouvernement américain voulait les faire juger sur son territoire ? Sous le nom d'“extradables”, ils ont mené pendant deux ans une guerre impitoyable qui a rendu mondialement célèbre le concept, nouveau, de narco-terrorisme.

Au cours des trois dernières années, le cartel de Medellin a été impliqué dans l'assassinat de trois candidats à la présidence de la République colombienne, d'un ministre de la justice (une femme), d'un procureur, du directeur d'un grand quotidien, du chef du M 19. Sans compter un nombre de meurtres à peu près incalculable: 40 journalistes, par exemple, et 1300 policiers. A chaque assassinat d'un de ces derniers, qui gagnent moins de 200 dollars par mois, les “sicaires” touchent une prime de 5 000 dollars... S'ajoutent à cela des centaines d'attentats à l'explosif (260 pour l'année 1989). Mais les narco-terroristes ont également eu à coeur de montrer qu'ils avaient bien assimilé toute la richesse de leur “modèle” libanais : ils ont multiplié les prises d'otages -dix journalistes sont toujours entre leurs mains- et ont même tâté de l'attentat aérien. En novembre 1989, un Boeing d'Avianca, Bogota-Cali, a été détruit en plein vol par une bombe : 107 morts. Et ils n'ont eu garde d'oublier le grand classique qu'est la voiture piégée : en juin 1990, ils ont détruit par cette méthode le siège de la police politique de Medellin : 15 morts et plusieurs dizaines de blessés. En février 1991 encore, un attentat-massacre a fait 22 morts et 176 blessés à Medellin.

Une situation identique prévaut dans la “ zone grise” asiatique

Au point que son débouché principal, le Pakistan, est en passe de gagner le surnom de “Colombie orientale”. De même que le Pérou est le principal fournisseur en feuilles de coca des cartels colombiens, c'est l'Afghanistan qui produit la majeure partie du pavot dont on extrait l'opium, puis l'héroïne. Sur quelque 2 000 tonnes d'opium traitées l'an passé dans la région - une estimation de l'office pakistanais des stupéfiants - 1300 tonnes viennent des vallées afghanes du Badakshan, du Kunar et de Helmand. Le reste est récolté dans les “territoires tribaux”, une zone tampon située juste au nord de Peshawar, le long de la frontière pakistano-afghane.

Là règne une pléiade de roitelets et de chefs de tribus, passés pour la plupart - et sans difficultés morales majeures - du jihad contre les athées soviétiques au fructueux trafic de la drogue. Les experts estiment à 200, les laboratoires clandestins fonctionnant dans ces territoires, entre Landi Kotal, dans la célèbre passe de Khyber, Terri Mangal et Miramshah. En quelques années, leur niveau technique s'est considérablement amélioré : seulement capables, à l'origine, de produire une héroïne brune grossière, destinée aux marchés régionaux - Pakistan, Iran, Golfe - où elle est fumée, les laboratoires pakistanais raffinent maintenant une héroïne grise, loin d'être parfaite mais injectable par seringue, donc exportable vers l'Occident. On la trouve désormais, sous le nom de “Paki”, dans les banlieues des grandes villes d'Europe occidentale.

En Afghanistan même, le pavot et l'opium sont presque la seule ressource pour les populations de vallées entières : même si la surproduction a ramené le prix du kilo d'opium brut à moins de cinquante dollars, quelle autre production locale rapporte de telles sommes ? Et donne du travail à tant de gens ? La plupart des enfants

vivant dans les camps de réfugiés afghans au Pakistan retournent au pays, au printemps, pour participer à la récolte du pavot.

Naguère hostiles à un trafic qui ternissait leur image, les commandants de la résistance afghane ont vite compris d'où soufflait le vent : Nassem Akhundzadeh, l'un des plus célèbres d'entre eux, limitait au maximum (besoins médicaux) la culture du pavot dans sa vallée du Helmand : il a été assassiné à Peshawar en mars 1990. Son frère Rassoul, qui lui a succédé, s'est empressé d'en autoriser la culture de masse...

Raffinée dans les territoires tribaux, la drogue est ensuite transportée vers les grandes bases d'exportation, Karachi notamment. Le succès de cette manoeuvre vitale est assuré grâce à une recette latino-américaine : militarisation plus corruption. Dix ans de guerre afghane ont procuré aux tribus et milices régionales expérience et matériel lourd. Il faut avoir vu cet attaché militaire occidental, encore sous le choc, décrire une telle "livraison" : des camions de transport précédés de blindés légers de reconnaissance, suivis d'une arrière-garde, le tout couvert par des batteries antiaériennes mobiles, déployé sur des kilomètres carrés et relié par un système radio perfectionné... En novembre 1990, l'un de ces convois a livré à l'armée des frontières pakistanaises une bataille de plusieurs heures avant de disparaître dans la nuit. Le lendemain, les militaires ont retrouvé la cargaison dans un village voisin : 1,7 tonne d'héroïne pure, 4 tonnes de haschisch et 250 kilos d'opium brut.

Sur le territoire du Pakistan, ce trafic s'opère en toute impunité: jamais aucun des quelque quinze ou vingt seigneurs de la drogue les plus notoires n'y a été inquiété. L'un d'eux, Hajj Ayoub Zakakhel Afridi, chef d'une puissante tribu pachtoune du nord du pays, a même réussi à faire mieux que Pablo Escobar, patron du cartel de Medellin. Ce dernier n'a jamais été que député suppléant et encore brièvement; alors que le narco-trafiquant pakistanais a été élu député à part entière en octobre 1990, malgré les deux mandats d'arrêt internationaux délivrés contre lui. De toute façon, l'arrêter est impensable : du palais fortifié qu'il a fait bâtir au milieu du territoire de sa tribu et qui surplombe la célèbre passe de Khyber, à la frontière pakistano-afghane, il mobilise sur un claquement de doigts plusieurs milliers de guerriers en armes .

La production a inévitablement entraîné le développement d'un marché local. En 1980, il n'y avait pas d'héroïnomanes au Pakistan; onze ans plus tard, ils sont presque deux millions. Cette situation et les protestations véhémentes de l'Amérique ont conduit Nawaz Sharif, le Premier ministre, à nommer un ministre antidrogue à part entière. Humour ? Prudence ? Rana Chandar Singh, qui doit opérer surtout dans des "territoires tribaux" féroce­ment islamistes, est un représentant de la minorité hindouiste pakistanaise... Voici comment, depuis les "zones grises" d'Asie et d'Amérique latine -demain peut-être d'Afrique, où l'effondrement des cours de certaines denrées connue le café a produit des conséquences plus catastrophiques encore qu'en Amérique latine -, l'héroïne et la cocaïne déferlent, par tonnes, sur les pays consommateurs⁸,

Objectif : le monde

Au premier rang d'entre eux : les États-Unis. (cf. "Une zone grise urbaine..." p. 13). Face à une situation à ce point dramatique, l'Europe, bien sûr, fait l'effet d'un paradis. Mais un paradis où les signes inquiétants se multiplient quand même : en 1986, pour les vingt nations européennes adhérentes à Interpol, on relève la saisie de 1,5 tonne de cocaïne; en 1990, on en est à presque 13 tonnes. Au cours du premier trimestre de cette année-là, policiers et douaniers ont saisi autant de cocaïne qu'au cours de la décennie précédente ! Il est clair que les cartels ont décidé de conquérir ce qui sera, d'ici deux ans, le fabuleux marché unifié de 350 millions

⁸ Sur la situation en Afrique, Eric Fottorino, "La Piste blanche : l'Afrique sous l'empire de la drogue", Paris, Balland, 1991. Un remarquable ouvrage sur l'Asie centrale : René Cugnot et Michel Jan, "Le Milieu des empires", Paris, Laffont 1990.

d'Européens. Déjà, les experts estiment que 40 % de la production latinoaméricaine de cocaïne s'achemine aujourd'hui vers l'Europe, contre 10 % en moyenne il y a trois ans. Et comme 10 % en moyenne des cargaisons sont interceptés, ce sont déjà plus de 130 tonnes de coke qui ont circulé en Europe l'an passé⁹.

L'avenir n'est pas plus réjouissant en Asie. Depuis l'an dernier, la Chine, rompant avec une longue tradition de mensonges en la matière -la toxicomanie, "vice bourgeois"-, reconnaît qu'elle a un "grave problème de drogue". Au point qu'elle a créé depuis novembre 1990 une Commission nationale de lutte antinarcotique et que le secrétaire général du PCC, Jiang Zemin, a fait de cette lutte "une affaire de vie ou de mort". Il n'a pu que constater l'ampleur des dégâts : le Triangle d'or du nord de la Thaïlande et de la Birmanie a désormais constitué les provinces du sud de la Chine en une vaste base arrière qu'il inonde d'opium et d'héroïne¹⁰. Ironie du sort -et manifestation probable de la justice immanente-, le principal acteur du trafic régional n'est autre qu'un groupe de dirigeants de l'ex-parti communiste de Birmanie, naguère ardemment maoïste, désormais reconverti dans le narco-business. Selon les aveux piteux du chef de la Sécurité chinoise, Qiao Shi, ces trafiquants sont d'autant plus à l'aise sur le territoire chinois qu'ils y ont noué jadis, à leur grande époque militante, des relations fort utiles...

Le Japon lui-même, longtemps épargné par la toxicomanie de masse, constitue un nouveau marché-test pour les cartels de la cocaïne. L'an dernier, 70 kilos de coke - une quantité significative - y ont été saisis à bord de cargos en provenance d'Amérique latine et 22 trafiquants y ont été arrêtés. La police japonaise dispose d'éléments qui lui font craindre une profitable alliance entre cartels colombiens et la mafia locale, les Yakusa.

Autres signes de la mondialisation du problème : l'entrée de l'Afrique et de l'Europe de l'Est dans la catégorie des zones de trafic intense.

- L'Afrique constitue un rêve pour les trafiquants de tout poil: situation idéale entre producteurs d'Amérique latine et d'Asie d'un côté et consommateurs d'Europe de l'autre; façades maritimes immenses et non surveillées; corruption endémique des gouvernements et des administrations; mégalopoles (Lagos au Nigeria, par exemple) où les Occidentaux - à l'exception des trafiquants, escortés et armes - ne peuvent plus circuler sans risque: un vrai paradis. Sans oublier les "fourmis" acceptant pour quelques dollars de convoier des stupéfiants où que ce soit sur la planète. Résultat: il y a aujourd'hui, de par le monde, plus de 6 000 Africains - dont 2 000 Nigériens -emprisonnés pour trafic de narcotiques. La fraternité du narco-traffic révèle d'étranges cohabitations : des marabouts - assurés de l'impunité en tant que religieux - y côtoient des anciens des Brigades rouges réfugiés au Kenya, des mafiosi italiens et des truands français. L'Afrique est également précieuse pour les opérations de blanchiment: dans la zone franc notamment, les achats et les reventes de biens immobiliers (hôtels, immeubles, garages) et de commerces importants - secteurs où la diaspora libanaise est très présente - permettent d'alimenter "honnêtement" des comptes en banque en Europe, notamment en Suisse et au Luxembourg.

- En mai dernier, s'est tenue à Oslo la première conférence paneuropéenne sur la toxicomanie, en présence - grande première -de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Les délégués de ces pays y ont poussé un cri d'alarme : selon eux, en effet, la consommation locale de narcotiques n'est freinée que par la pénurie de devises fortes; la production locale d'amphétamines bricolées dans des laboratoires improvisés a, en revanche, déjà commencé et "tourne" très fort. Ces délégués ont aussi évoqué une filière dont l'origine se situe au Pakistan et en Afghanistan et débouche en Scandinavie et en Europe occidentale, via les Républiques musulmanes

⁹ Désormais, un important trafic d'héroïne alimente les guerres civiles yougoslaves : en octobre 1991, des islamistes du Kosovo ont été arrêtés en Suisse, où ils achetaient des armes avec l'argent de la drogue. Venue de Turquie, l'héroïne arrivait au Kosovo via la Bulgarie. Le réseau rayonnait sur la France, l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie et la Tchécoslovaquie.

¹⁰ Il y aurait plus de 100 000 toxicomanes "accrochés" dans la seule province du Yunnan.

d'U.R.S.S., la Russie puis la Finlande. Et la répression ? Elle est des plus difficiles : comment surveiller les communications et les flux financiers des trafiquants - base élémentaire de la répression - dans des pays où le téléphone et le compte bancaire sont encore des raretés ? En tout cas, les structures du trafic à l'est de l'Europe sont activement préparées par les narco-trafiquants de divers continents. Depuis la Yougoslavie, la Turquie, l'Afrique, de petits ruisseaux financiers viennent alimenter des sociétés d'investissements sous leur contrôle. Placées principalement sur les marchés financiers de Londres et de Milan, ces sociétés-écrans investissent massivement dans les entreprises "soldées" ou bradées en Europe de l'Est. Selon un rapport récent des services de renseignements allemands, les narco-trafiquants ont ainsi acheté "des pans entiers" de l'industrie textile (le l'ex-D.D.R. Objet, également, de leur convoitise, des entreprises (le transport, (le tourisme, des usines chimiques; sans oublier les médias et le show-business.

Pas de solution miracle

Un tableau global dans l'ensemble peu réjouissant. Surtout si l'on constate le peu d'efficacité des opérations militaires style "coup de poing" sur les zones qui servent au trafic de stupéfiants et au blanchiment des profits. En décembre 1989, l'opération "Just Cause" avait pour but explicite de mettre hors d'état de nuire Noriega, tyranneau local censé être le parrain de la drogue numéro un du Panama. Résultat décevant : la coedine continue à couler à flots dans ce pays, davantage, selon nombre d'observateurs, que du temps de Noriega¹¹. Le système bancaire panaméen, toujours aussi opaque, autorise comme par le passé de juteuses opérations de blanchiment. En septembre 1991 encore, six dirigeants de la "Bank of Credit and Commerce International" (B.C.C.I.) dont le président en exercice, Swaleh Naqvi, ont été inculpés par une cour américaine en compagnie de Garardo Moncada, un des dirigeants du cartel de Medellin, pour des opérations de blanchiment portant sur plus de trente millions de dollars entre 1983 et 1989. Ces inculpations marquaient la fin d'une longue et complexe opération d'infiltration et de surveillance conduite par les douanes américaines appuyées par le F.B.I., la D.E.A., le fisc, etc., pendant plus de trois ans aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne, en Suisse, au Luxembourg, en Uruguay, aux Bahamas et, bien entendu, à Panama. Dans ce pays, les petits aéroports privés servant au trafic se comptent par dizaines et une noria incessante de bateaux relie la Colombie à une côte panaméenne faite tout exprès pour les contrebandiers : longue de plus de 2 000 kilomètres, elle est bordée par la jungle, festonnée de criques et proche d'une poussière de 1500 îles et îlots.

La géographie s'ajoutant à tout ce qui a été évoqué ci-dessus, il va falloir décidément abandonner l'idée que l'affaire peut se résoudre d'un coup de baguette magique - ou grâce à une opération coup de poing - et réaliser qu'elle constitue une menace nouvelle, complexe et immense, (lui n'est pas à la veille d'être maîtrisée.

Car la prise de conscience s'amorce à peine. Elle sera douloureuse : penser globalement les zones grises impose une profonde remise en question intellectuelle. Du haut en bas des appareils de renseignement et de répression, il va falloir abandonner le confort de ses habitudes mentales, le terrain solide de concepts stratégiques bien balisés et tenter de penser l'inconnu, l'anomique.

Premier dogme à être déboulonné, : celui qui veut que les "droit commun" - gangsters, trafiquants - relèvent (le catégories différentes des "politiques" - guérilleros, terroristes. Où ranger, en effet, un combattant du Sentier lumineux montant la garde devant une cargaison de coedine, dans une vallée de la cordillère andine ?

¹¹ Selon un témoin clé du procès Noriega, entre 1981 et 1984, plus de 2 milliards de dollars ont été blanchis à Panama. Plusieurs courriers arrivaient par jour par avion, à Panama, en provenance des Etats-Unis, porteurs de 500 000 à 800 000 dollars chacun. A partir de 1982, en plus, des avions d'affaires amenaient chacun, toutes les semaines, de 10 à 15 millions de dollars en billets de banque. Selon Interpol, c'est 100 milliards de dollars provenant du trafic des narcotiques, qui seraient "blanchis" chaque année.

Conséquence : des frontières tracées et respectées à grand-peine entre missions et territoires affectés à divers services seront, au minimum, malmenées.

Ce péril nouveau, nombre d'officiels occidentaux le minimisent ou même en nient purement et simplement la réalité. Là encore, le phénomène est classique : en 1981-1982, les mêmes - ou leurs prédécesseurs - prenaient Action directe pour une simple équipe de "gangsters sociaux" et rejetaient le concept d'organisation communiste combattante à motivation idéologique primordiale. Il a fallu le meurtre de l'ingénieur-général Audran pour que leurs yeux se dessillent. En 1985-1986, ce fut un identique rejet de la dimension culturelle et communautaire des terrorismes proche-orientaux. Les enquêtes, puis les procès qui suivirent les attentats de septembre 1986 à Paris, permirent pourtant de constater que ces dimensions étaient essentielles.

Aujourd'hui une nouvelle bataille commence donc pour révéler - au sens chimique -les "zones grises". A ce stade précoce de la bataille, exposer le concept, le faire connaître, est essentiel. Même si c'est encore insuffisant pour rendre compte de l'ampleur, de la complexité du phénomène. Et de son aggravation: ces derniers mois, la surveillance aérienne du sud de la Colombie a permis de détecter que dans les provinces de Huila, Cauca et Narino, plus de deux mille hectares de terre étaient désormais plantés de pavot. La police colombienne n'a pu que confirmer : les cartels de Cab et de Medellin sont en train de s'immiscer dans le marché de l'héroïne, plus rentable encore que celui de la cocaïne, et, à l'automne de 1991, on signale l'arrivée sur le marché américain des premières livraisons d'héroïne raffinée colombienne.

Un modèle de "zone grise urbaine": Los Angeles

François Haut

Si une "Zone grise" se définit comme un territoire où la souveraineté d'un Etat ne s'exerce plus réellement et où des puissances criminelles hybrides exercent l'essentiel du pouvoir, on peut désormais parler de "Zones grises urbaines" à propos de plusieurs mégalo-poles et notamment de Los Angeles en Californie. Là, des secteurs entiers de la ville, immenses parfois, sont désormais "offlimits" pour les forces de l'ordre et gouvernés par des "street-gangs" territoriaux puissamment armés, financés par la vente de narcotiques divers.

C'est leur violence, abondamment dépeinte au cinéma, qui a rendu ces bandes célèbres; mais, naguère encore, si cette violence était organisée, elle était aussi localisée et ne bénéficiait d'aucun relais international connu. Or le 9 janvier écoulé, le FBI a pu inculper pour la première fois, dans le cadre d'une même affaire de trafic de stupéfiants, deux membres des "Crips" [voir plus bas, p. 14] et des représentants colombiens du cartel de Medellín. Cauchemar pour la police californienne aussi bien que pour les autorités fédérales américaines : la grande zone grise latino-américaine et la petite, celle des quartiers déshérités de LA, ont désormais opéré leur jonction.

Cette dramatique contagion serait-elle réservée aux seuls Etats-Unis ? L'Europe et la France seraient-elles à l'abri de tels phénomènes, par la grâce d'on ne sait quel miraculeux vaccin ? Non bien sûr. Entre la zone grise asiatique et les banlieues des grandes villes de notre continent, l'hérbine circule déjà, convoyée notamment par des groupes (Dev. Sol, PKK) qui financent ainsi tout ou partie de leurs activités terroristes.

D'où la nécessité d'étudier la "scène" californienne, ancienne déjà, scrutée attentivement par nombre de sociologues, policiers, journalistes, etc. pour y faire connaissance avec les formes d'associations criminelles hybrides -mutantes pourrait-on dire - qu'on y trouve, différentes de celle des zones grises rurales du tiers-monde, mais pouvant nouer avec ces dernières de profitables et redoutables alliances.

Ces gangs californiens ont en commun xénophobie et composition monoethnique, adhésion à une micro-culture violente, volonté de contrôle territorial et financement par la vente de stupéfiants.

Xénophobie et composition mono-ethnique :

Ce qu'il faut bien appeler du racisme - mépris, instinct de supériorité et repli communautaire- est le moteur de l'hostilité qu'éprouvent les uns envers les autres des bandes dont la plupart font figurer dans leurs codes de conduite la notion de "pureté de la race". Résultat : à peu près sans exception les bandes durables sont purement asiatiques, afroaméricaines, ou hispaniques. Dans ce dernier cas cependant, on signale la présence dans les gangs des "barrios" de rares assimilés, noirs ou blancs, nés sur place et hispanophones. Ces "street gangs" constituent en réalité des sociétés de type primitif, connaissant la force comme unique règle; ils génèrent une violence sociale tournant désormais, sur certains points du territoire américain, à la guerre civile larvée. A Los Angeles : 60 000 individus répartis en quelque 900 groupes comptant de 10 à 10 000 membres; coupables de plus de 700 meurtres en 1991.

Les bandes hispaniques

Leurs noms, à Los Angeles, est souvent celui du territoire qui les voit naître : des rues, des vallées, des collines, ou parfois des anciens noms de quartiers ou de régions. Par exemple, "Maravilla" (nom de région), "18ème" (nom de rue), "Lomas" (nom de collines), ou un mélange comme "Geraghty Loma" (rue et collines). Ce sont les graffiti, les fameux "tags", qui permettent aux bandes d'exprimer leur "souveraineté" sur leurs territoires; les noms de ceux-ci faisant l'objet de hiérarchisations rigoureuses et commandant le respect.

Ces bandes se divisent en " cliques " ¹², souvent spécialisé, dans lequel le membre passe en général toute sa " carrière ". Son uniforme : un tee-shirt blanc, un pantalon kaki avec un revers, une ceinture étroite, un bonnet tricoté bleu ou noir ou un " bandana " (" moco rag ") autour du front ; la couleur de celui-ci ne semblant pas avoir de signification particulière contrairement à ceux des bandes afro-américaines. Les femmes n'ont pas de droit particulier dans les gangs hispaniques ; elles n'y sont que tolérées. Elles ont l'avantage de pouvoir circuler sur les territoires d'autres bandes sans y être en danger de mort donc de pouvoir recueillir des renseignements.

Ces bandes obéissent à un code de conduite et des traditions anciens, les " movidas ", mais ne possèdent pas de commandement permanent, formellement " élu ". C'est un homme d'expérience du noyau dur de la bande, on " vato loco " dans leur jargon, qui conduit les opérations de défense ou de représailles. Après quoi il rentre dans le rang, d'où une grande difficulté, à identifier les responsabilités et les hiérarchies réelles dans ces structures.

Leurs membres se doivent d'être loyaux jusqu'à la mort. Il sont fiers de leur appartenance. Ils ne deviendront donc jamais des " ratas " (balances), même s'ils doivent aller en prison ou mourir. En cas d'incarcération, les règles de conduite sont particulièrement strictes; ces " movidas ", parfois écrites, sont identiques ou presque dans toutes les prisons. Elles permettent au détenu (le garder son identité " clanique " et lui interdisent de faiblir, de céder aux tentations homosexuelles.

Les bandes afro-américaines

Il y a de telles bandes à Los Angeles depuis 1920. A cette époque, le "Boozie Gang" exerçait déjà ses activités criminelles autour de la 18ème rue et Central Avenue. Mais c'est vers 1970 qu'apparaissent "Crips" et "Bloods".

Au départ, un groupe de jeunes, qui terrorise son environnement en gravant son nom, "Crips", au couteau sur la poitrine (le ses victimes. L'impuissance des autorités laisse les souffre-douleurs des "Crips" face à une seule option : celle de créer, en rétorsion, une autre bande. Une spirale infernale s'amorce alors, au cours de laquelle les gangs sortent de terre comme des champignons, toujours plus violents, multipliant les victimes innocentes. Vers le milieu des années 70, une polarisation des forces s'opère entre "Crips" et gangs "non-Crips" connus aujourd'hui sous le nom de "Bloods".

Les bandes afro-américaines n'ont pas de code de conduite traditionnel comme les hispaniques. Les "grands anciens" y sont rares, la loyauté, moins forte envers la bande et le territoire. Un jeune noir déménageant, adhèrera sans problèmes à la bande de sa nouvelle résidence.

Règles, style vestimentaire et symboles d'identification sont assez flous dans ces gangs, dont les membres sont plus individualistes que leurs homologues "chicanos". Ils s'identifient surtout par le port de couleurs : les "Crips" utilisent le bleu et le noir; les "Bloods" portent casquette ou "bandana" rouge. Traverser un territoire

¹² En sociologie, "groupe primaire dont les membres sont liés par des obligations réciproques".

"ennemi" en exhibant ses couleurs constitue une grave provocation et met en danger de mort.

Adhésion à une micro-culture violente

Les "street-gangs" américains sont le produit d'une panne : celui du légendaire "melting-pot", qui a quasiment cessé de jouer son rôle depuis les années soixante. Dès lors, le segment de la communauté afro-américaine vivant dans les centres urbains, les latino américains -et même, fait nouveau, les asiatiques- les plus défavorisés, ont opéré un repli communautaire et se sont tournés vers des micro-cultures fondées sur l'agressivité, le culte du "look" et la récrimination sociale. Leurs manifestations les plus célèbres, apparues au sein de la communauté noire, sont les tags (graffiti), le rap (musique) et le hip-hop (danse), considérés par certains esthètes comme "artistiques".

A l'inverse du crime organisé, qui recherche plutôt l'ombre et l'anonymat, les "Street Gangs" ont un souci constant de faire connaître leurs "exploits", non seulement à leur communauté, mais aussi à leurs rivaux. L'image d'une bande, la "sanctuarisation" de son territoire, dépendent considérablement de cette reconnaissance. Plus notoire est sa réputation de violence et plus elle est respectée. Cette soif de notoriété est comparable à celle des terroristes, eux aussi soucieux de "médiatiser" leurs opérations.

Premier "medium" des bandes: les graffiti, un langage dont le déchiffrement est important. Respectant un certain nombre de règles formelles - nom ou sigle de la bande, surnom de l'auteur, etc.- Le tag contient souvent des indications précieuses. La "durée de vie" d'un graffiti, ou son altération indiquent la réalité du contrôle d'un territoire; de même qu'est significatif le rythme auquel les tags se recouvrent à un même endroit. Plus on s'avance vers le centre d'un territoire, plus les graffiti sont élaborés et durables. Ils peuvent même comprendre les noms et surnoms de membres de la bande; d'où des indications hiérarchiques intéressantes. De même, on peut y trouver des renseignements sur les ramifications ou les alliances du gang.

Autres procédés d'identification : les tatouages, d'abord, qui lient le "home-boy" à son groupe, rappellent ses exploits, vantent son comportement en prison. Les tatouages sont un signe sûr de l'appartenance de leur porteur au gang : un imposteur subirait les sanctions les plus graves. Très prisés par les hispaniques, ils le sont moins par les noirs, plus individualistes. Le langage gestuel, ensuite -du bras et de la main, en pliant les doigts de diverses manières- sert aussi bien à l'identification qu'à la provocation. Chaque bande, afro-américaine ou hispanique, a ses signes de reconnaissance et tous les actes de violence sont désormais précédés de cette signalétique quasi-rituelle.

Volonté de contrôle territorial

Une bande a un besoin vital de souveraineté territoriale. Dans la phase de conquête, la mobilisation autour de cet objectif donne un sens à son combat et justifie sa violence. Le contrôle de la zone convoitée assuré - une "zone grise" désormais -, celle-ci devient source de profit. Pour la population, ce contrôle se manifeste par l'omniprésence de la violence et de la drogue. Ainsi, des quartiers entiers sont intimidés d'abord, terrorisés ensuite par des actes de guérilla urbaine. Victimes et témoins sont menacés, les habitants finissent par être prisonniers dans leurs maisons : les rues, elles, appartiennent aux bandes.

Dans ces quartiers, les cours sont constamment interrompus et les écoliers, exposés aux attaques des bandes. Autour de Los Angeles, les grands parcs de loisirs comme Disneyland ou Magic Mountains, les jardins publics, les plages, sont devenus des champs de bataille. S'ajoute à tout cela le vandalisme, sous forme de graffiti

exemple, ou de destruction délibérée de bâtiments publics ou commerciaux.

Les acheteurs évitent ainsi les magasins situés sur le territoire des bandes; les employés de ces commerces sont eux-mêmes souvent victimes de la violence. Les boutiques devant faire face à une baisse de revenus conjuguée à une hausse des primes d'assurances, ferment ou changent d'implantation. Ces fermetures vident de nouveaux immeubles, abandonnés aux bandes, d'où un dépérissement progressif et une emprise de plus en plus forte du gang sur un quartier de plus en plus délaissé. A ce moment-là, le territoire est devenu un sanctuaire, voire un univers en soi pour la bande. Le sentiment d'appartenance territorial est si fort parfois chez les "home-boys" les plus jeunes, qu'ils refusent de fréquenter une école sise en dehors de leurs "terres"...

Financement par la vente de stupéfiants

S'instaure alors un mode de vie, quasi tribal, fait de désœuvrement, entrecoupé d'actions violentes: un terrain idéal pour la drogue, qui permet à la fois d'échapper au quotidien et d'affirmer sa révolte. Mais la drogue vaut cher : pour s'en procurer, la bande se transforme alors en une association criminelle. Un lien supplémentaire entre ses membres et une insécurité aggravée pour les habitants du quartier qu'elle "occupe". Moyen privilégié de financer sa consommation propre : le trafic. Organisées, violentes, les bandes sont ainsi devenues, depuis une décennie, un vecteur d'écoulement de la drogue. Laquelle est ainsi passée, dans le livre de comptes du trésorier du gang, de la colonne dépense à la colonne profits. Selon le FBI, le bénéfice mensuel moyen réalisé par les seuls "Crips" tournerait autour de 250 000 dollars : environ 30 millions de dollars ont été ainsi récoltés par un seul gang, en moins d'une décennie, pour alimenter ses guerres. Ceci sans compter ses capacités autonomes de production d'autres stupéfiants, chimiques, eux, du type PCP...